L'internationalisation de l'enseignement supérieur : le meilleur des mondes? par Laurent Cosnefroy, Jean-Marie De Ketele, Bernard Hugonnier, Philippe Parmentier, Donatella Palomba et Stamenka Uvalic-Trumbic

Charlotte Pourcelot

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/ripes/3248>

DOI: 10.4000/ripes.3248

ISSN: 2076-8427

Publisher

Association internationale de pédagogie universitaire

Electronic reference

Charlotte Pourcelot, "L'internationalisation de l'enseignement supérieur : le meilleur des mondes? par Laurent Cosnefroy, Jean-Marie De Ketele, Bernard Hugonnier, Philippe Parmentier, Donatella Palomba et Stamenka Uvalic-Trumbic", *Revue internationale de pédagogie de l'enseignement supérieur* [Online], 37(2) | 2021, Online since 15 March 2021, connection on 18 March 2021. URL: <http://journals.openedition.org/ripes/3248> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/ripes.3248>

This text was automatically generated on 18 March 2021.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur : le meilleur des mondes? par Laurent Cosnefroy, Jean-Marie De Ketele, Bernard Hugonnier, Philippe Parmentier, Donatella Palomba et Stamenka Uvalic-Trumbic

Charlotte Pourcelot

- 1 Au 21^e siècle, l'internationalisation est omniprésente, y compris dans l'enseignement supérieur et la recherche. En effet, les établissements se sont ouverts sur le monde depuis quelques dizaines d'années, poursuivant l'objectif de former une communauté mondiale de la connaissance. Une chose est certaine, ils devaient s'adapter, sans quoi, ils auraient disparu. Mais quelles sont les conséquences de cette ouverture? Comment développer une internationalisation de l'enseignement supérieur plus égalitaire, sociale et sociétale? De quelle façon établir une politique concertée et volontariste de l'enseignement supérieur? Pour approfondir ces questionnements, l'ouvrage de Cosnefroy, De Ketele, Hugonnier, Parmentier, Palomba et Uvalic-Trumbic s'organise en quatre parties.
- 2 La première partie de l'ouvrage, « Concepts, stratégies et politiques » se divise en trois chapitres. Le premier chapitre, intitulé « Qu'est-ce que l'internationalisation? Un réseau à clarifier », est rédigé par De Ketele et Hugonnier. Il pose les trois stades d'ouverture sur le monde : l'internationalisation, la mondialisation et la globalisation de l'enseignement supérieur. L'internationalisation est définie comme un « processus qui, grâce à la mobilité internationale des étudiants et des enseignants, conduit à l'intégration des dimensions internationales et interculturelles dans les fonctions

éducatives des institutions d'enseignement supérieur ainsi que dans leur gouvernance » (p. 19). Quant à la mondialisation, il s'agit d'un « processus d'intégration de dimension mondiale et interculturelle, caractérisé par le développement de nouvelles stratégies, d'une part, des pays en ce qui concerne leur système d'enseignement supérieur afin qu'ils s'adaptent au mieux aux nouvelles conditions économiques, financières, technologiques, sociales et politiques du monde ; et d'autre part, des institutions dans le même but » (p. 19). Enfin, la globalisation est vue comme « un processus de convergence de dimension transnationale et transculturelle, caractérisé par le développement de stratégies des institutions dans le but de s'adapter aux nouvelles conditions économiques, financières, technologiques, sociales et politiques du monde » (p. 20). À la suite de ces définitions, les auteurs proposent une définition de l'éducation transnationale et de l'internationalisation chez soi. Ainsi, l'éducation transnationale est une « forme d'éducation [qui] se réfère à toute offre de services dans le domaine de l'éducation (enseignement et recherche) d'une ou plusieurs institutions d'un pays, aux étudiants d'un pays étranger ou d'une ou plusieurs institutions de ce dernier. Les services offerts peuvent être des institutions, des curriculums, des qualifications, des projets, des acteurs. L'offre de services peut se réaliser par un diplôme délocalisé, un établissement associé, un campus, un projet commun de recherche, une franchise, un enseignement à distance, etc. (p. 22). Finalement, l'internationalisation chez soi, constitue « l'ensemble des mesures permettant à tous les étudiants de profiter des bénéfices de l'IES sans nécessairement aller étudier à l'étranger, et non pas seulement à ceux qui vont étudier à l'étranger » (p. 23).

- 3 Le deuxième chapitre, intitulé « Stratégies et politiques des Etats en matière d'internationalisation de l'enseignement supérieur », est rédigé par Hugonnier. Nous y apprenons que jusqu'au lancement du Processus de Bologne en 1998, les coopérations entre les universités étaient rares. Progressivement, les stratégies des politiques se sont déployées pour l'internationalisation de l'éducation d'une part, puis pour celle de la recherche. L'auteur ne relève pas de modèle de stratégie d'internationalisation, mais trois approches : (1) ne pas avoir de stratégie d'internationalisation, (2) une approche flexible qui octroie aux institutions de grandes libertés et (3) une approche dirigiste. Outre le prestige national (position dans les classements internationaux), il est admis que l'internationalisation améliore l'efficacité, la qualité et la pertinence de l'enseignement et de la recherche. Les objectifs ont été regroupés en six catégories : académique, économique, politique, financier, social, de protection du consommateur. A chaque objectif correspond une stratégie. Il faut noter que ces stratégies ne sont pas nécessairement complémentaires et qu'elles peuvent même générer des tensions entre elles.
- 4 S'agissant de l'internationalisation de la recherche, bien que celle-ci ait été longtemps sous-développée en comparaison à celle de l'éducation, la tendance s'inverse : « La recherche de sources de revenus est devenue une préoccupation constante et croissante pour les institutions d'enseignement supérieur depuis que nombre d'entre elles ont acquis une certaine autonomie leur conférant souvent bien davantage de responsabilités sans cependant de moyens correspondants suffisants » (p. 55). Ici, les stratégies des institutions d'enseignement supérieur consistent à : améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, aider les institutions à créer des réseaux de chercheurs, se servir des travaux de recherche comme levier pour faciliter le financement des institutions, optimiser les conditions d'études doctorales et de réalisations des travaux

de recherche dans le monde. Ces stratégies sont complémentaires à celles d'internationalisation de l'éducation.

- 5 Le troisième chapitre, intitulé « Les moyens de l'internationalisation », est rédigé par Uvalic-Trumbic. L'auteur présente les moyens les plus importants de l'internationalisation de l'enseignement supérieur au niveau des institutions et recense la mobilité des étudiants et des enseignants qui se traduit notamment par des programmes tels qu'Erasmus +, Horizon 2020 ou des bourses d'Etat; la mobilité des institutions prestataires d'enseignement supérieur transfrontalier qui correspond à la mobilité des institutions et de leurs programmes dont l'objectif est d'offrir un programme d'enseignement international et des méthodes d'enseignement et d'apprentissage inexistantes dans le pays d'accueil; la mobilité des programmes qui renvoie à l'apprentissage en ligne ouvert ou à distance au travers des MOOCs.
- 6 L'auteur présente aussi l'initiative « Université européenne », lancée en 2017, avec l'objectif de créer d'ici 2024 un réseau d'institutions reconnues comme lieux d'innovation pédagogique, de recherche et d'excellence; la délivrance d'un diplôme européen combinant des études dans plusieurs pays de l'Union Européenne; l'Université Panafricaine qui poursuit l'objectif de développer des institutions d'excellence en sciences, technologie, innovation, sciences sociales et gouvernance pour créer un vivier de talents africains; l'Université des Nations Unies et les réseaux internationaux dont ceux de l'UNESCO qui existent dans un esprit de « solidarité intellectuelle de l'humanité ».
- 7 La deuxième partie de l'ouvrage, « Analyse critique des conséquences de l'internationalisation », comporte deux chapitres. Le quatrième chapitre, intitulé « La dimension géopolitique et géoculturelle », est rédigé par Palomba. Si le terme « géopolitique » doit ici être compris comme une relation entre pays et entre nations, quelles différences peut-on faire entre les termes « internationalité » et « internationalisation » ? L'auteure mentionne : « Il est donc utile de distinguer d'une part l'internationalité – en tant que réseau de rapports entre pays, institutions et contextes, qui, dans une plus petite ou plus grande mesure, a constamment caractérisé l'enseignement supérieur et tout particulièrement les universités – et d'autre part l'internationalisation, en tant que politique intentionnellement adoptée pour donner un plus grand poids et des configurations spécifiques aux rapports internationaux » (p. 93).
- 8 L'auteure s'intéresse au cosmopolitisme qui consiste pour l'enseignement supérieur à former « des citoyens du monde » et pour lequel l'anglais est la langue de référence. Elle rappelle que le système d'enseignement doit répondre à une responsabilité éducative qui intègre les conditions sociales, économiques et politiques.
- 9 Le cinquième chapitre, intitulé « Les conséquences économiques, sociales et politiques de l'internationalisation de l'enseignement supérieur », est rédigé par Hugonnier. L'auteur y souligne que la mondialisation s'est développée grâce à l'internationalisation de l'enseignement supérieur, les entreprises multinationales ayant besoin de cadres cosmopolites pour fonctionner. Ces personnels sont issus des meilleures institutions et ils ont développé des compétences interculturelles acquises lors de séjours académiques à l'étranger. Ces étudiants ayant bénéficié d'une mobilité internationale sont privilégiés au cours de leurs études d'abord, puis en intégrant le marché de l'emploi. A titre d'exemples, ils bénéficient d'emplois et de salaires plus élevés ainsi que de plus de formations. Des inégalités sont donc induites par l'internationalisation de

l'enseignement supérieur. Selon l'auteur, pour les réduire, « Il conviendrait de qu'en amont tous les efforts soient faits, tant dans le maternel que dans le primaire ou dans le secondaire, pour que les élèves issus des milieux défavorisés puissent arriver dans l'enseignement supérieur avec un même niveau d'acquis que les autres élèves. Dans ce cas, si une égalité de traitement est respectée dans le supérieur, une égalité d'acquis pourrait être atteinte à la fin des études de tous les étudiants » (p. 116).

- 10 Enfin, la comparaison entre les « somewheres » et les « anywheres » de Grande-Bretagne est saisissante. Pour lutter contre le populisme et à l'instar de Peter Hallberg (2018), l'auteur prône la culture, l'art, la littérature ou encore le théâtre.
- 11 La troisième partie de l'ouvrage, « L'internationalisation dans le processus d'enseignement », comporte deux chapitres. Le sixième chapitre, intitulé « L'impact de l'internationalisation sur les étudiants », est rédigé par Cosnefroy. Il rappelle que l'internationalisation de l'enseignement supérieur est un moyen au service des apprentissages et du développement professionnel. Par la suite, il expose les bénéfices d'une expérience et d'une mobilité internationale et les résume sous le prisme d'une intégration sociale réussie, nous citerons notamment le développement de compétences dites transversales, c'est-à-dire les compétences cognitives, personnelles et interpersonnelles. Outre les compétences psychosociale et méthodologique, la compétence interculturelle, encore relativement méconnue, fait l'objet d'une sous-partie. L'auteur en recense les différentes définitions et théories. Pour sa mesure et son évaluation, plusieurs approches sont possibles : le portfolio, l'évaluation de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'un stage à l'étranger, l'observation directe par un enseignant des interactions en cours, le questionnaire autorapporté sur le développement de la compétence interculturelle.
- 12 S'agissant de la pédagogie adoptée par les enseignants, Cosnefroy identifie une pédagogie internationale à trois dimensions : (1) l'acculturation des étudiants étrangers au système éducatif hôte, (2) l' enrôlement des étudiants dans les contenus enseignés et (3) les pédagogies de groupe. Pour finir, selon l'auteur, une asymétrie est à déplorer : « Autant l'internationalisation de l'enseignement est réaffirmée comme une priorité par les équipes dirigeantes des établissements d'enseignement supérieur, autant elle devient invisible lorsque l'on se penche sur ses implications pédagogiques ; comme si finalement, ce n'était qu'une question technique : maîtriser l'anglais, envoyer des étudiants à l'étranger, en recevoir dans son établissement. Si l'on souhaite tirer parti au mieux du potentiel que recèlent les classes internationales, il est indispensable et urgent de développer une réflexion pédagogique sur ce contexte d'enseignement si particulier » (p. 149).
- 13 Le septième chapitre, intitulé « Curriculum et internationalisation de l'enseignement supérieur », est rédigé par Parmentier. L'auteur y propose une réflexion curriculaire de l'internationalisation d'un programme d'études. Le plus souvent, les cours sont proposés dans une autre langue (l'anglais pour attirer plus d'étudiants internationaux), mais suivre une partie du cursus dans une université étrangère est aussi répandu. Pour être réussi, ceci implique d'intégrer la dimension pédagogique dans la préparation d'un étudiant en mobilité et/ou d'intégrer la dimension internationale dans la formation pédagogique du personnel académique. Les MOOCs et autres cours en ligne sont aussi à privilégier, avec les mêmes standards de qualité que les cours traditionnels. Les contenus-matières à vocation internationale et ou interculturelle peuvent être intégrés à certains programmes. La sollicitation de chercheurs internationaux est également

préconisée. On pense notamment aux professeurs invités, aux conférenciers ou encore aux chercheurs post-doctoraux.

- 14 Une formation internationale peut également se traduire par la création de programmes internationaux et de programmes internationaux en codiplômation (entre deux universités étrangères au moins). S'agissant des incitants destinés à attirer des publics internationaux, l'auteur cite les bourses d'excellence attribuées au mérite, l'inscription sur un portail promouvant les programmes internationaux, la labellisation du programme par l'établissement en le qualifiant d'international et les programmes Erasmus Mundus.
- 15 La quatrième et dernière partie de l'ouvrage, « Enjeux et perspectives », comporte deux chapitres. Le huitième chapitre, intitulé « L'internationalisation de l'enseignement supérieur : quelles opportunités, quels risques? », est rédigé par Hugonnier, De Ketele, Cosnefroy et Parmentier. Nous ne reviendrons pas sur les opportunités de l'internationalisation de l'enseignement supérieur pour les pays importateurs et exportateurs, nous retiendrons uniquement qu'elle permet une amélioration de la qualité de leur système d'enseignement supérieur et de leurs étudiants.
- 16 S'agissant des risques par contre et parce qu'il nous semble important de pouvoir s'en prémunir, il convient de ne pas oublier que les cerveaux risquent de fuir; que le nombre d'étudiants bénéficiant d'une expérience internationale est très restreint; que ceux qui en bénéficient sont les plus aisés; que les universités les plus réputées organisent des échanges entre elles; que les pays les plus développés accueillent plus d'étudiants; que les disciplines très spécialisées et peu demandées ont tendance à disparaître; que le risque de convergence des programmes universitaires conduisant à une convergence des cultures et à l'utilisation de l'anglais comme langue académique. Les risques étant rappelés, les auteurs consacrent une grande partie de leur argumentaire à l'intérêt d'internationaliser l'enseignement. Au moins trois raisons distinctes peuvent être identifiées pour internationaliser l'enseignement : « (1) l'internationalisation conçue comme vecteur de promotion de certaines valeurs : citoyenneté internationale, citoyenneté européenne, notamment; (2) l'internationalisation comme moyen au service d'une fin plus générale, l'employabilité. Internationaliser pour travailler dans un contexte national et pas nécessaire international; (3) l'internationalisation comme attractrice de nouveaux étudiants. Il en résulte trois types de bénéfices : (1) accroître la diversité des publics, (2) accroître la notoriété de l'établissement et (3) engranger des ressources financières nouvelles » (p. 198).
- 17 Le chapitre se termine par une réflexion sur la pédagogie internationale et les nécessaires valorisation de l'investissement pédagogique/constitution d'équipes pédagogiques, acculturation des étudiants étrangers/apprentissage du métier d'étudiant, évaluation des processus d'apprentissage/évaluation de compétences transversales, rédaction d'un contrat didactique. Il est intéressant de constater ici le rapprochement avec les besoins des étudiants qui vivent parfois la douloureuse transition du secondaire au supérieur et à ce titre, la « pédagogie de la transition » serait une dénomination plus appropriée.
- 18 Le neuvième et dernier chapitre, intitulé « Quelle internationalisation à l'avenir pour quelle société ? », est rédigé par Hugonnier. Il rappelle que l'internationalisation actuelle est peu égalitaire, peu sociale et peu sociétale. Pour penser celle de demain, quatre approches prévalent. Premièrement, l'analyse des changements en cours et à venir

(prédiction) : les systèmes d'enseignement supérieur vivent des changements auxquels ils doivent s'adapter. Le premier est a priori la baisse du nombre d'étudiants donc du nombre d'étudiants en mobilité internationale. Le deuxième concerne le choix des étudiants qui peut s'orienter vers d'autres pays, d'autres universités, d'autres spécialisations. Le troisième cible les stratégies d'internationalisation en matière d'éducation et de recherche qui elles aussi ne sont pas immuables. Deuxièmement, la prolongation des tendances actuelles (prévision) : dans les pays développés, la politique sociale devrait devenir plus favorable à une internationalisation inclusive mais peu de changements devraient être observés quant aux aspects égalitaires et sociétaux. Troisièmement, les principales recherches sur l'avenir de l'internationalisation (pronostic) : l'internationalisation chez soi va davantage se développer grâce à l'internationalisation du curriculum et aux MOOCs, l'objectif sera davantage la qualité de la formation proposée que sa rentabilité, l'internationalisation du curriculum concernera 100% des étudiants et couvrira les compétences interculturelles et internationales. Les enseignants devront donc être formés. Quatrièmement, les scénarii du futur (prospective) : l'éducation va vivre sa troisième révolution et elle sera marquée par un apprentissage tout au long de la vie. La première conséquence est celle du renforcement des inégalités sociales car une majorité des étudiants seront issus des familles les plus aisées, la seconde est celle des difficultés de financement pour quelques universités, et la troisième est celle de l'internationalisation qui sera impactée par la diminution du nombre d'étudiants.

- 19 Pour conclure, l'auteur met en garde et annonce que « dans un ordre libéral, l'internationalisation de l'enseignement supérieur ne pourra pas demain être « naturellement » optimale (c'est-à-dire satisfaire les trois critères : critère d'égalité, critère social et critère sociétal). Il conviendra donc que les Etats modifient leurs stratégies et les institutions leurs pratiques » (p. 214).
- 20 De notre point de vue, cet ouvrage a ceci de rare qu'il est écrit à cinq mains européennes et qu'il explicite avec pédagogie les différents mécanismes de l'internationalisation de l'enseignement. Prétendre pouvoir le résumer serait prétentieux, c'est un exercice périlleux tant il est riche et foisonnant de références, d'exemples et d'arguments favorables et défavorables qui en font une analyse pointue. La lecture de cet ouvrage ne peut donc être que fortement conseillée à tous ceux qui s'intéressent à l'enseignement supérieur d'aujourd'hui et de demain. En effet, les auteurs analysent les aspects positifs et négatifs de l'internationalisation de l'enseignement supérieur. En tant qu'acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, il est à retenir que la création et la divulgation des savoirs de même que la recherche d'une unité sont le cap à tenir, notamment au travers de sa dimension inclusive qui consiste à vouloir accueillir les étudiants d'origine modeste aussi bien que les autres et à s'assurer que l'internationalisation peut aussi bénéficier aux pays en développement. L'internationalisation de l'enseignement supérieur doit pour cela se préserver d'outils de compétitivité à caractère élitiste. Elle doit également faire en sorte de ne pas être associée à une vision marchande mondialisée de l'enseignement supérieur et s'en prémunir.
- 21 Au terme de cette lecture, nous nous demandons comment le développement professionnel des enseignants du supérieur pourrait s'effectuer, comment procéder pour que leur expertise internationale soit reconnue, comment valoriser leur expérience internationale fa manière à ce qu'ils forment des citoyens et professionnels

accomplis. Sans doute que l'internationalisation de l'enseignement supérieur a besoin d'être guidée par des objectifs d'apprentissage et de transformation des pratiques pédagogiques au sein des institutions d'enseignement. Nous terminerons donc sur ces mots : « pour atteindre un réel effet transformateur, une internationalisation « centrée sur l'apprentissage » requiert non seulement de former les enseignants du supérieur à des modalités curriculaires et des pratiques pédagogiques permettant de faire émerger les savoirs, savoir-faire, et savoir-être internationaux et interculturels, mais aussi de créer, sur les campus, des espaces et des temps extra-académiques de socialisation, permettant à chaque étudiant qui le souhaite de vivre une expérience internationale par la rencontre directe - et pas seulement par des media - avec des personnes d'origines linguistiques, sociales et culturelles diverses » (p. 216).

BIBLIOGRAPHY

Cosnefroy, L., De Ketele, J.-M., Hugonnier, B., Parmentier, P., Palomba, D. et Uvalic-Trumbic, S. (2020). *L'internationalisation de l'enseignement supérieur : le meilleur des mondes?* De Boeck Supérieur.

AUTHOR

CHARLOTTE POURCELOT

Université Gustave Eiffel, Champs-sur-Marne/Marne-la-Vallée,
France, charlotte.pourcelot@univ-eiffel.fr